

## #SaveSheikhJarrah

by **Elias Houry**

published by **Generation for Rights Over the World**

May 2021

[contact@growthinktank.org](mailto:contact@growthinktank.org)



### Remerciements

Nous remercions Jeanne Pavard et Cassandra Mazzolini pour leur relecture.

Depuis le vendredi 7 mai, des affrontements entre des Palestiniens et les forces armées israéliennes ont fait de nombreux blessés à Jérusalem-Est. Ces affrontements font suite à la décision du tribunal du district de Jérusalem du 2 mai qui ordonne l'éviction de six familles palestiniennes de leurs maisons à Sheikh Jarrah le dimanche de la même semaine, bien que ces familles vivent dans le quartier depuis des générations. Sheikh Jarrah est un quartier de Jérusalem-Est qui est depuis 1967 illégalement occupé par Israël. Depuis des années, les habitants du quartier luttent sans relâche afin d'éviter l'éviction et de rester chez eux. En octobre 2020, cette même cour avait forcé l'expulsion de douze familles palestiniennes de Sheikh Jarrah. L'objectif est de faire place aux colons juifs et de transformer cette zone en un quartier purement juif. Cette cour a aussi décrété que sept autres familles devraient quitter leur maison avant le 1er août 2021. Au total, environ 70 familles sont menacées par ces évictions. Ce sont donc plus de 200 personnes, dont une centaine d'enfants, qui sont sur le point d'être déplacées de force.

## Historique du conflit à Sheikh Jarrah

En 1956, 28 familles de réfugiés palestiniens ont été expulsées de leurs maisons dans les villes côtières de Yafa et de Haïfa par l'occupant sioniste, et se sont installées dans le quartier palestinien de Sheikh Jarrah à Jérusalem-Est, alors sous le mandat de la Jordanie. En réaction, plusieurs organisations de colons juifs ont entamé un procès contre les familles palestiniennes vivant à Sheikh Jarrah en 1972, déclarant que la terre appartenait à l'origine aux Juifs. Ces groupes, financés principalement par des donateurs des États-Unis, ont mené une lutte acharnée qui a entraîné l'expulsion d'une centaine de Palestiniens depuis 2002.

Cela s'est produit alors que la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, qui était sous le mandat de la Jordanie, a conclu un accord avec l'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) afin de construire des logements pour ces familles expulsées de chez elles. L'accord stipulait que les familles devaient renoncer à leur statut de réfugié en échange de titres fonciers signés en leur nom après trois ans de vie à Sheikh Jarrah. Cependant, cela n'a pas eu lieu et, en 1967, la Jordanie a perdu son mandat, car Jérusalem-Est a été illégalement envahie puis occupée par Israël. Dans un article écrit pour *Al Jazeera*<sup>1</sup>, Khalil Toufakji, un cartographe palestinien et expert de Jérusalem, a déclaré s'être rendu à Ankara en 2010 pour chercher dans les archives de l'époque de l'Empire Ottoman un document qui nie toute propriété juive de Sheikh Jarrah :

*« J'ai trouvé l'acte et l'ai présenté au tribunal du district israélien, qui l'a rapidement rejeté. »*

Khalil Toufakji pour *Al Jazeera*, mai 2021 (traduction libre).

De plus, en 1968, la Knesset<sup>2</sup> avait décrété qu'Israël était lié par l'accord de la Jordanie et de l'Agence des Nations Unies pour les Réfugiés. De ce fait, il n'y a aucune raison légale ou historique derrière ces expulsions. L'information a d'ailleurs été transmise devant la Haute Cour de Jérusalem au nom des

<sup>1</sup> ALSAAFIN, L. (2021). What is happening in occupied East Jerusalem's Sheikh Jarrah?. *Al Jazeera*. [Online] 1 mai 2021. Available at: <https://www.aljazeera.com/news/2021/5/1/what-is-happening-in-occupied-east-jeruselems-sheikh-jarrah> [Accessed 11 May 2021].

<sup>2</sup> Parlement israélien.

familles palestiniennes à Sheikh Jarrah. Cependant, les tribunaux israéliens étant au service des colons juif.ve.s, il y a peu de chance que la Cour tranche en faveur des familles palestiniennes menacées d'expulsion.

## Point de vue légal

Sheikh Jarrah se trouve à Jérusalem-Est, une partie de la ville considérée comme territoire occupé par l'Organisation des Nations Unies (ONU). La résolution 478 du Conseil de Sécurité des Nations Unies<sup>3</sup>, présente l'annexion par Israël de cette partie de Jérusalem comme une violation du droit international. L'ONU a de nouveau rappelé que ces évictions étaient contraires au droit international et constituaient des crimes de guerre.

En vertu du droit international, le système judiciaire israélien n'a aucune autorité juridique sur la population palestinienne sur les territoires occupés. Le mois dernier, des groupes palestiniens de défense des droits humains ont lancé un appel aux Nations unies afin de dénoncer le fondement juridique discriminatoire d'Israël qui témoigne d'un régime d'apartheid défavorisant les Palestiniens. L'apartheid est un régime de ségrégation systématique qui a notamment existé en Afrique du Sud et en Namibie jusqu'en 1991 entre les communautés blanche et noire.

Israël a en effet étendu son autorité juridique à Jérusalem-Est qui est illégalement occupée, mais l'État hébreu a aussi adopté des lois et des politiques plus discriminatoires qui imposent la confiscation des biens palestiniens en faveur des colons. Pour Fayrouz Sharqawi, directrice de la mobilisation mondiale pour Grassroots Jerusalem : « ce système fait partie intégrante de l'État colonial sioniste, qui s'identifie comme un « État juif » et, par conséquent, opprime, dépossède et déplace systématiquement les Palestiniens »<sup>4</sup>.

## Historique des événements depuis le vendredi 7 mai

Suite à la décision du tribunal du district de Jérusalem du 2 mai, des manifestations nocturnes quotidiennes ont lieu dans le quartier de Sheikh Jarrah contre l'expulsion de familles palestiniennes au profit de colons juif.ve.s. Cependant, des violences ont éclaté après que des policiers israéliens aient lancé des grenades assourdissantes et tiré avec des balles en caoutchouc sur la foule afin de disperser les manifestants. Les forces armées israéliennes ont aussi tenté de disperser les dizaines de milliers de fidèles musulmans qui s'étaient réunis sur l'esplanade des Mosquées<sup>5</sup> pour la dernière grande prière du vendredi marquant la fin du mois de ramadan, afin d'empêcher que ces derniers

---

<sup>3</sup> Cette résolution des Nations Unies, adoptée le 20 août 1980, demande à Israël de mettre fin à l'occupation de Jérusalem. Elle demande aussi de mettre fin aux modifications du caractère juridique et géographique de la ville.

<sup>4</sup> Traduction libre depuis : ALSAAFIN, L. (2020). Eviction of Palestinians in Sheikh Jarrah part of Israeli policy. *Al Jazeera*. [online] 29 Nov. Available at: <https://www.aljazeera.com/news/2020/11/29/eviction-of-palestinians-in-sheikh-jarrah-part-of-israeli-policy> [Accessed 12 May, 2021].

<sup>5</sup> L'esplanade des Mosquées est le troisième lieu saint de l'islam. Elle est aussi nommée Mont du Temple par les Juifs.

rejoignent les manifestant.e.s du quartier voisin. Cette violence fait un bilan de plus de 200 blessé.e.s. L'Agence France-Presse a rapporté que des colons israéliens avaient été vus à Sheikh Jarrah brandissant des fusils d'assaut et des revolvers avant les heurts avec la police<sup>6</sup>.

Le lendemain, la communauté internationale réagit et appelle au calme. En avril dernier, environ 200 associations avaient déjà écrit une lettre à la procureure de la Cour Pénale Internationale, Fatou Bensouda, réclamant une enquête sur les expulsions forcées de familles à Sheikh Jarrah dans le cadre de son enquête continue sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité en Palestine. Fatou Bensouda a confirmé, dans sa déclaration du 3 mars 2021<sup>7</sup>, « l'ouverture par le Bureau du Procureur de la Cour pénale internationale d'une enquête sur la situation en Palestine ». Suite à la décision de la Chambre préliminaire I, à la majorité, que la compétence de la Cour s'étend à la Situation en Palestine, du 5 février 2021. Au cours des dernières semaines, le #SaveSheikhJarrah a circulé sur les réseaux sociaux, visant à sensibiliser et à susciter l'intérêt international autour des expulsions forcées de familles palestiniennes à Jérusalem-Est. Les activistes palestinien.ne.s ont aussi appelé les dirigeant.e.s du monde entier et les défenseur.se.s des droits humains à faire pression sur Israël afin de mettre fin à ce qu'ils considèrent comme une « Nakba<sup>8</sup> en cours » à Sheikh Jarrah. Les États-Unis et l'Union européenne ont aussi appelé à la « désescalade » des tensions et ont demandé aux autorités israéliennes d'éviter l'expulsion des familles palestiniennes.

Mais ces appels au calme ne sont pas suffisants. Samedi soir, de nouvelles violences éclatent dans plusieurs quartiers de Jérusalem-Est entre les forces de l'ordre israéliennes et les manifestant.e.s palestinien.ne.s faisant plus de 90 blessé.e.s. Dans les secteurs de Sheikh Jarrah, de la porte de Damas et de Bab Al-Zahra, la police israélienne a lancé des grenades assourdissantes et tiré des balles en caoutchouc sur la foule une nouvelle fois. Elle a même utilisé un canon à eau putride afin de disperser les manifestant.e.s. En réponse, les manifestant.e.s ont lancé des cailloux et autres types de petits projectiles sur les forces de l'ordre israéliennes. Selon la police, un policier aurait été blessé à la tête. Certain.e.s des manifestant.e.s ont aussi été arrêté.e.s.

La justice israélienne a déclaré dimanche 9 mai que l'audience prévue le lendemain, qui devait annoncer le verdict sur le sort des familles palestiniennes menacées d'expulsions à Sheikh Jarrah, était reportée. Dans un communiqué, le ministère de la Justice israélien a indiqué : « À la lumière du contexte actuel, et à la demande du procureur général, l'audience prévue demain a été annulée »<sup>9</sup>. Il a précisé qu'une nouvelle date allait être annoncée dans le courant du mois.

Lundi 10 mai, l'esplanade des Mosquées a été victime d'un incendie acclamé par une foule de colons israélien.ne.s. Le Hamas a tiré des dizaines de roquettes depuis la bande de Gaza en réaction aux violations du droit international par Israël. L'aviation israélienne a répliqué faisant 20 morts, dont 9

---

<sup>6</sup> DUNAND, E. (2021). Silence is not an option' in east Jerusalem for Palestinians. *France 24*. [Online] 9 may 2021. Available at: <https://www.france24.com/en/live-news/20210509-silence-is-not-an-option-in-east-jerusalem-for-palestinians> [Accessed 11 May 2021].

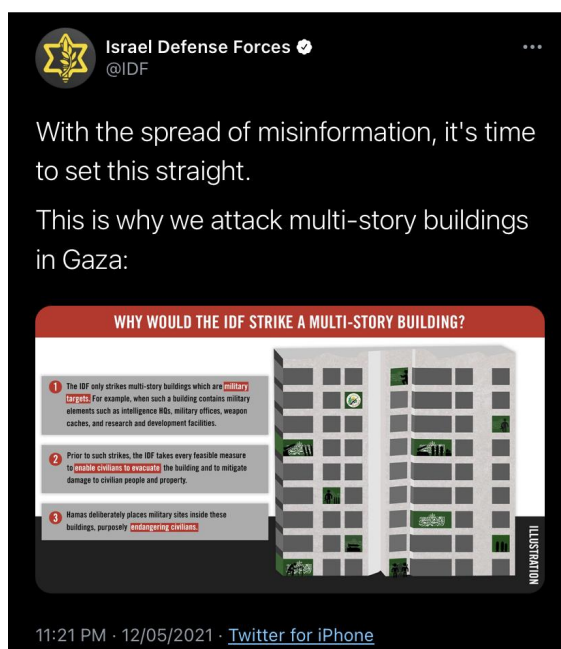
<sup>7</sup> N.D. (2021) Palestine : la Procureure de la CPI confirme l'ouverture d'une enquête. *ONU Info*. [Online] 3 Mar. Available at: <https://news.un.org/fr/story/2021/03/1090822> [Accessed 12 May 2021].

<sup>8</sup> La *Nakba*, « Catastrophe » en arabe, correspond à l'exode et au déplacement forcé de 700 000 Palestiniens lors de la création de l'État d'Israël en 1948.

<sup>9</sup> Communiqué du ministère de la Justice israélienne du 9 mai 2021, traduction par Agence France-Presse.

enfants, a annoncé le ministère de la Santé palestinien. Le porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies aux Droits de l'Homme, Rupert Colville, a déclaré : « Nous condamnons toute violence et toute incitation à la violence, ainsi que les divisions ethniques et les provocations »<sup>10</sup>, lors d'une réunion à l'ONU à Genève le 7 mai. Le mardi 11 mai, les raids aériens israéliens détruisent tout, notamment un bâtiment de charité dans la ville de Deir el-Balah dans la bande de Gaza. On compte de nombreux.ses blessé.e.s et 32 mort.e.s. Jean-Baptiste Lemoine, secrétaire d'État chargé du tourisme, des Français à l'étranger et de la francophonie a déclaré devant le parlement français le même jour : « *La France a toujours condamné l'accélération du processus de colonisation [...] nous condamnons les tirs de roquettes depuis la bande de Gaza et nous appelons les autorités israéliennes à un usage proportionné de la force* ». Cependant, pour l'opposition parlementaire, ces déclarations ne sont pas suffisantes. Elsa Fucillon déclare que « le silence de notre pays participe à l'impunité dans laquelle ont lieu les exactions israéliennes »<sup>11</sup>.

Depuis le mercredi 12 mai, l'armée israélienne continue les attaques aériennes sur la bande de Gaza, dans laquelle les quelques deux millions habitant.e.s, cloîtré.e.s depuis une quinzaine d'année, ne peuvent échapper à cause d'un embargo. Suite à ces événements, la Chine, la Norvège et la Tunisie ont réclamé une réunion de crise du Conseil de Sécurité des Nations Unies le 14 mai, mais les États-Unis s'y sont opposés. Sur le compte Twitter officiel de son armée, l'IDF (Israeli Defense Forces) ou Tsahal, l'État hébreu partage sa propagande et vante ses attaques aériennes, qui ont notamment détruit des quartiers, bâtiments civils, des écoles, hôpitaux, orphelinats, mosquées et même couvents religieux. Dans ses tweets, l'armée israélienne tente de justifier ses attaques sur des bâtiments civils, tout en apportant aucune preuve concrète. Elle justifie ses bombardements avec la supposition que le Hamas cacherait des armes dans ces bâtiments, tout comme G. W. Bush avait justifié l'invasion de l'Irak en 2003.



<sup>10</sup> N.D. (2021). Press briefing notes on Occupied Palestinian Territory. *OHCHR*. 7 mai 2021. [Online] Available at: <https://www.ohchr.org/EN/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=27067&LangID=E> [Accessed 11 mai 2021].

<sup>11</sup> FUCILLON, E. (2021). *Questions au gouvernement - 11 mai 2021*. *LCP Assemblée Nationale*. Available at: <https://twitter.com/lcp/status/1392106911827472388?s=21> [Accessed 11 mai 2021].

Le 15 mai, le Tsahal, l'armée israélienne, a ciblé dans une attaque aérienne le bâtiment d'Al Jalaa à Gaza, qui abritait Al Jazeera, des journalistes d'Associated Press et des appartements. Le bâtiment a été touché par au moins 4 roquettes. L'Associated Press a décrit l'attaque comme « la dernière étape de l'armée pour faire taire les reportages du territoire au milieu de sa bataille avec le groupe militant Hamas ». <sup>12</sup> L'attaque a causé la mort de 10 personnes, principalement des enfants. De plus, les Palestinien.ne.s de Gaza dénoncent l'utilisation de gaz toxiques sur la population par l'armée israélienne, notamment le phosphore blanc. L'utilisation de phosphore blanc a été en 1983 interdite par l'ONU et son utilisation a été classée comme crime de guerre. De nombreuses personnes vivant à Gaza ont témoigné d'une odeur « d'ail » dans les rues provoquée par des fumées blanches, caractéristique de ce gaz. Cependant, l'armée israélienne nie l'utilisation de ce gaz.

À l'étranger, de nombreuses manifestations de soutien avec le peuple Palestinien ont eu lieu, notamment en France. À Paris, la manifestation a été interdite et réprimandée par les autorités suite à une décision arbitraire du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin. Au total, 51 arrestations ont été menées, dont 44 à Paris, annonce le ministre de l'Intérieur sur son compte Twitter.



Dans le reste du pays, les manifestations ont réuni plus de 22 000 personnes et se sont déroulées sans heurt. Le mardi 18 mai, les Palestinien.ne.s de Cisjordanie, de Gaza et d'Israël participent à une grande grève de protestation contre l'occupation et le bombardement de Gaza.

---

<sup>12</sup> AKRAM, F. KRAUSS, J. (2021). Israel strikes Gaza home of Hamas leader, destroys AP office. *Associated Press*. 15 mai 2021. [Online] Available at: <https://apnews.com/article/israel-west-bank-gaza-middle-east-israel-palestinian-conflict-7974cc0c03897b8b21e5fc2f8c7d8a79> [Accessed 16 may 2021].



Photo Rassemblement pour la Palestine à Lille, samedi 15 mai 2021 par Elias Khoury.

## Bilan

Au total, en date du 18 mai, au moins 213 civil.e.s palestinien.ne.s ont été tué.e.s à Gaza, dont plus d'un cinquantaine d'enfants, et on dénombre plus de 1500 blessé.e.s. En Cis-Jordanie, ce sont 17 civil.e.s qui ont perdu la vie, et plus de 500 personnes qui ont été blessées. À Jérusalem-Est, on compte un mort et 23 arrestations de militant.e.s palestinien.ne.s. Du côté israélien, on compte 11 morts, dont « 2 arabes israéliens ». Il est difficile de dénombrer les réel.le.s blessé.e.s du côté israélien, car parmi les plus de 200 déclaré.e.s, Israël comptabilise les « blessé.e.s psychologiques » afin de gonfler ses chiffres. Finalement, entre la nuit du 13 au 14 mai, Israël aura tué plus de personnes à Gaza que les rockets du Hamas en 20 ans.

## Une stratégie d'occupation : le « Grand Jérusalem »

L'annexion de Jérusalem-Est par Israël n'est en grande partie pas reconnue par la communauté internationale. Le projet de colonisation d'Israël, qui vise à consolider le contrôle d'Israël sur la totalité de Jérusalem, est également considéré comme illégal en vertu du droit international :

*« Aux fins du Statut, on entend par « crimes de guerre » : [...] Le transfert, direct ou indirect, par une puissance occupante d'une partie de sa population civile, dans le territoire qu'elle occupe, ou la déportation ou le transfert à l'intérieur ou hors du territoire occupé de la totalité ou d'une partie de la population de ce territoire ».<sup>13</sup>*

Environ 200 000 citoyen.ne.s israélien.ne.s vivent à Jérusalem-Est sous la protection de l'armée et de la police israélienne, avec le plus grand complexe de peuplement unique<sup>14</sup> regroupant 44 000 Israélien.ne.s.

<sup>13</sup> Article 8 (2)(b)(VIII) du Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale.

<sup>14</sup> Le complexe est uniquement habité par des Juif.ve.s.

Malheureusement, Sheikh Jarrah n'est qu'un exemple de ce qui se passe dans les quartiers palestiniens de Jérusalem en ce qui concerne les déplacements et expulsions forcés.e.s.

Selon Toufakji, Jérusalem-Est a connu en 2020 le taux d'expansion de la colonisation israélienne le plus élevé jamais enregistré. En effet, 170 structures palestiniennes ont été démolies, dont 105 maisons, ce qui a entraîné le déplacement de 385 personnes. Les politiques israéliennes d'arrestation, de démolition de structures, de confiscation de terres et de déplacement forcé sont toutes conformes à l'« équilibre démographique » du gouvernement israélien à Jérusalem limitant la population palestinienne dans la ville à 30% ou moins, pour 70% de Juif.ve.s ou plus.

Ce plan est en place depuis 1973, lorsque le premier ministre de l'époque, Golda Meir, a donné le feu vert au Comité Gavni qui avait pour but d'atteindre et de maintenir cette balance entre la population palestinienne et juive. En 1990, Ariel Sharon, qui était à l'époque ministre de la construction de logements, a lancé les plans de construction de blocs de peuplement au milieu des quartiers palestiniens de Jérusalem, afin d'encercler, de fragmenter et de disperser les résident.e.s palestinien.ne.s. Toutes ces politiques sont conformes au plan israélien appelé « Grande Jérusalem », qui vise à couper les quartiers palestiniens environnants de Jérusalem-Est de la ville par la barrière de séparation et l'annexion des colonies juives environnantes. Par conséquent, quelques 140 000 Palestinien.ne.s de Jérusalem vivent à l'extérieur de la barrière de séparation et ne peuvent y accéder. Les autorités israéliennes ont aussi mis en place des check-points afin de limiter l'accès à la ville.

Les habitant.e.s de plusieurs quartiers palestiniens de Jérusalem-Est sont également menacé.e.s de déplacements forcés. Par exemple, la zone d'al-Bustan à Silwan, au sud de la vieille ville, compte 119 familles vivant dans 88 bâtiments menacés de démolition pour faire place à la construction d'un parc archéologique israélien. Ou encore à Wadi Yasul, où 84 maisons risquent également la démolition afin d'effectuer l'expansion d'un parc national israélien. Et à Batan al-Hawa, 700 personnes devraient être déplacées de force parce que le groupe de colons Ateret Cohanim a déclaré que les Juif.ve.s y vivaient auparavant. Comme l'ont montré ces dernières provocations, Israël est une machine coloniale qui ne connaît aucune trêve.

### **Pour citer l'article :**

Khoury, E. (2021). #SaveSheikhJarrah. Generation for Rights Over the World. *growthinktank.org*. [online] May 2021.